

NICOLAS  
BOUZOU

Le travail est

**L'AVENIR**

de l'homme



Le travail  
est l'avenir de l'homme

## Du même auteur

- L'innovation sauvera le monde*, Plon, 2016.
- Le Grand Refoulement. Stop à la démission démocratique*, Plon, 2015.
- Pourquoi la lucidité habite à l'étranger ? Le tour d'Europe d'un économiste qui guette le réveil français*, JC Lattès, 2015.
- On entend l'arbre tomber mais pas la forêt pousser. Croire en l'économie de demain*, JC Lattès, 2013.
- Le Chagrin des classes moyennes*, JC Lattès, 2011.
- La Politique de la jeunesse*, avec Luc Ferry, Odile Jacob, 2011.
- Le Capitalisme idéal*, Éditions d'Organisation, 2010.
- Krach financier. Emploi, crédits, impôts : ce qui va changer pour vous*, Éditions d'Organisation, 2008.
- Petit précis d'économie appliquée à l'usage du citoyen pragmatique*, Éditions d'Organisation, 2007.
- Les Mécanismes du marché. Éléments de microéconomie*, Bréal, 2006.

Nicolas Bouzou

Le travail  
est l'avenir de l'homme

L<sup>Éditions de</sup>  
O<sub>bservatoire</sub>

ISBN : 979-10-329-0031-4  
Dépôt légal : 2017, septembre  
© Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2017  
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

*Ce livre est pour Charles.*

*Je remercie Pierre Bentata pour sa relecture  
et ses nombreuses suggestions.*



## Introduction

Le travail humain est un univers infini. Heureusement pour qui aime l'espèce humaine, car c'est le travail qui humanise le monde. Pourtant, l'assertion selon laquelle la fin du travail ne nous guette pas fait aujourd'hui l'objet d'un immense doute. Pire : tenir ce genre de propos passe pour de la provocation. Plusieurs fois, ces derniers mois, j'ai senti, lorsque je m'exprimais sur ce sujet, monter une vague de protestation dans le public, qu'il soit novice ou averti. Pourtant, on devrait, si ce n'est croire, au moins remercier celui qui affirme l'éternité de l'infinitude du travail. N'est-ce pas une excellente nouvelle que quelques-uns dans mon genre s'obstinent à penser que tout n'est pas perdu, que le travail va continuer de structurer nos sociétés et que vos enfants pourront vivre décemment et dignement ? Visiblement non. Le désenchantement du monde a atteint des sommets, ce qui altère la vision prospective du travail et de l'emploi. Pour la plupart de mes concitoyens, tout se dissout dans la mondialisation, la technologie et la médiocrité : l'école, la politique, la sécurité sociale et le travail. Fin 2015, selon un sondage de l'institut britannique Yougov, 10 % des Suédois et 8 % des Danois, des Finlandais et des Norvégiens estimaient que l'état du monde s'améliorait. Ils étaient 6 % des Américains,

4 % des Britanniques et des Allemands et 3 % seulement des Français à partager ce diagnostic. Seules les populations chinoise et indonésienne étaient majoritairement optimistes.

Le *xxi*<sup>e</sup> siècle nous offre l'image inversée du *xix*<sup>e</sup>. À une époque encore baignée par les Lumières et Condorcet, chacun pensait que les progrès de la science et de l'éducation allaient faire éclore le progrès tout court, celui qui offre un travail rémunérateur et respectable, qui arrache les pauvres à la misère, qui rend les malades bien portants, les ignares éduqués, les malheureux épanouis. Les guerres, les catastrophes nucléaires, le réchauffement climatique et le chômage du *xx*<sup>e</sup> siècle ont fait taire Condorcet. Les populations des pays les plus riches abordent le *xxi*<sup>e</sup> siècle avec un état d'esprit opposé à celui de leurs ancêtres. Elles utilisent l'innovation technologique comme produit de consommation, mais s'en estiment prisonnières et craignent qu'elle menace leur vie privée. Elles se font soigner grâce aux médicaments les plus chers, mais s'inquiètent de leur coût. Elles perçoivent l'innovation, dans toutes ses dimensions, plus destructrice que créatrice : destructrice de la vie sociale, de la vie privée, du droit, de la fiscalité, de l'État-providence et, surtout, destructrice de l'emploi. La psychologie de mes contemporains a érigé une barrière étanche entre l'innovation et le progrès, là où nos ancêtres du *xix*<sup>e</sup> siècle avaient hâtivement marié les deux pour l'éternité.

À chaque période de mutation technologique et économique, la peur de la fin du travail resurgit. C'est une constante de l'histoire économique et de l'histoire des idées. Simplement, en Europe, cette peur prend une ampleur inédite en raison de la prédominance du pessimisme, contrecoup de notre *xx*<sup>e</sup> siècle qui aurait

dû être celui du progrès humain mais ne le fut pas tout à fait. Dans les pays qui, comme la France, sont touchés, depuis longtemps, par le chômage de masse, la fin du travail fournit aussi une justification intellectuelle de seconde main à ceux qui refusent d'admettre que le plein-emploi est le régime normal d'une économie de marché point trop dérégulée par l'interventionnisme étatique et la fiscalité. La « fin du travail » ou le « chômage technologique<sup>1</sup> » relèvent de peurs ataviques ou d'excuses de mauvais élèves.

Dans le domaine du travail, les fausses idées ne sont pas le monopole du « commun des mortels ». Elles sont largement partagées par ceux qui devraient comprendre le monde économique. Ainsi, j'entends chaque semaine des entrepreneurs du numérique m'expliquer, la mine grave, qu'un commerce en ligne fait travailler moins d'individus qu'un constructeur automobile de l'après-guerre. Toute modestie mise à part, cela ne m'avait pas échappé. Mais ce sophisme ne nous apprend rien sur le chômage dans une nation, et le préférer implique des conséquences délétères. Alimenter la thèse de la fin du travail conduit le débat public dans une impasse : celle du malthusianisme de l'emploi et du revenu universel alors même qu'il y a tant à entreprendre pour préparer, non pas la fin du travail, mais sa mutation, qui plonge ses racines dans le numérique, la robotique, et surtout l'intelligence artificielle, « faible » aujourd'hui, « forte » demain. Cette mutation est la plus ample et la plus rapide depuis la révolution industrielle commencée à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Non,

1. Le chômage technologique apparaît quand des travailleurs perdent leur emploi en raison des progrès technologiques et n'en retrouvent pas immédiatement.

l'immense transformation technologique et économique que nous connaissons ne signe pas la fin du travail. C'est heureux car le travail doit rester la matrice de l'organisation de nos sociétés. Il y va, non seulement de notre prospérité, mais de l'existence de l'humanité à l'heure où l'intelligence artificielle progresse à un rythme exponentiel. Non, nous n'avons pas besoin de mettre en place un revenu universel d'existence qui ajouterait à une catastrophe financière une catastrophe morale. Une « société du plein travail » est non seulement possible, mais indispensable. Elle nécessite de mener des réformes pertinentes dans les domaines de l'économie et de l'éducation. De tout cela on parle, en France, depuis des décennies mais sans que l'action politique s'en soit jusqu'à maintenant sérieusement préoccupée. Pourtant, si l'exigence du plein-emploi était justifiée par le passé, elle prend une ampleur nouvelle avec la mutation technologique à proprement parler extraordinaire que nous connaissons. Si nous ne faisons pas du travail une question intellectuelle et politique prioritaire, nos sociétés se transformeront en colonies d'esclaves humains désargentés et malheureux.

Les pages qui suivent, comme dans mes ouvrages précédents, empruntent des arguments à l'analyse économique, à l'histoire et à la philosophie. Depuis près de deux mille ans, le travail humain a façonné notre civilisation. Ces prochaines décennies, c'est le travail qui rendra le monde encore plus humain.

## L'infinitude du travail

### L'histoire de la fin du travail

Les interrogations sur la disparition du travail ont l'âge de l'humanité bien qu'elles se soient posées, au fil du temps, de différentes façons. Le problème fut historiquement abordé sous un angle moral puis économique. Les philosophes de l'Antiquité se demandaient si la force des animaux pouvait se substituer à celle des esclaves. Ils craignaient que le progrès « technologique » (l'animal est un « engin mécanique vivant ») déséquilibre un ordre social sacré chez les Grecs puisque assimilé à l'ordre cosmique, bon en soi. Aristote voyait les esclaves et les animaux comme des facteurs de production substituables, comme aujourd'hui un matérialiste radical de la Silicon Valley voit dans l'homme une machine biologique complexe. Ainsi, dans *La Politique*, Aristote ne fait guère de différence entre les deux : « Au reste, l'utilité des animaux privés et celle des esclaves sont à peu près les mêmes : les uns comme les autres nous aident, par le secours de leurs forces corporelles, à satisfaire les besoins de l'existence. » Les aristocrates grecs ne travaillaient pas, mais ils faisaient la guerre. Or il y avait dans les combats une composante morale. Si le courage était une vertu, elle ne résidait pas dans la

quantité de travail, mais dans la capacité de l'homme à courir des risques. Se protéger exagérément n'était pas considéré comme de la prudence, mais comme de la lâcheté, raison pour laquelle les soldats grecs n'aimaient pas la technique : l'emploi des flèches lancées au moyen d'arcs ou, plus encore, l'utilisation des catapultes les révoltaient comme les artisans du Moyen Âge refusèrent les machines : non seulement pour conserver leur emploi, mais par « amour du travail bien fait ». Georges Bernanos ne dira pas autre chose dans sa critique des robots en 1947. Selon lui, l'homme est avili par la machine qui arrache le progrès du corps pour le fourrer dans les armes. En cela, Bernanos, comme les Grecs, s'alarme de la déshumanisation liée au progrès technologique<sup>1</sup>.

Le premier refus du progrès technique pour des raisons économiques remonte à Tibère, le deuxième empereur romain, qui régna de 14 à 37. L'histoire qui suit est rapportée par Pétrone dans *Le Satyricon*. Un ouvrier apporta à Tibère un verre incassable. Devant l'empereur, il le jeta à terre puis le ramassa à peine cabossé. Il le répara de quelques coups de marteau. L'empereur lui demanda s'il était le seul à connaître le procédé de fabrication de ce verre. L'ouvrier, en lui assurant que c'était le cas, signa son arrêt de mort. Tibère craignait que la généralisation du verre incassable fît perdre sa valeur à l'or. *Le Satyricon* est considéré comme un roman et non comme un livre d'histoire, mais, quelques années après Pétrone, Pline l'Ancien confirme l'anecdote dans son *Histoire naturelle* : « On détruit aussitôt la verrerie de l'inventeur pour ne point laisser

1. Cf. Georges Bernanos, *La France contre les robots*, Le Castor astral, 2015.

tomber le bronze, l'or et l'argent en discrédit. » Dès le début de notre ère, les responsables politiques ont souhaité les conséquences du progrès économique sans en accepter son coût le plus évident : la « destruction créatrice » schumpétérienne.

Vespasien fut le premier empereur angoissé par le chômage technologique. Il régna de 69 à 79 et reste connu des Français pour avoir laissé, sans le vouloir, son nom aux toilettes publiques parisiennes. Il n'en est pourtant pas l'inventeur. L'Empire souffrait de difficultés financières et Vespasien cherchait par tous les moyens, y compris illégaux, à trouver de nouvelles recettes. Il eut l'idée de taxer la collecte de l'urine qui permettait à l'époque de laver les textiles et de fixer les teintures. À Pompéi, on peut encore voir ces bacs à urine au milieu des colonnes, des mosaïques et des fresques. Son fils Titus lui reprocha cet impôt baroque. Vespasien lui mit sous le nez des pièces ainsi collectées par le fisc. N'étaient-elles pas comme les autres ? Nous savons grâce à Vespasien que « l'argent n'a pas d'odeur ». Depuis Auguste et l'Empire, la politique économique de Rome était de moins en moins libérale, de plus en plus dirigiste. Les empereurs appréciaient les grands travaux. Auguste se vantait d'avoir trouvé à Rome une ville de briques et laissé une ville de marbre. Vespasien voulait réaménager le Capitole, victime d'un incendie sous Néron dans les années 60. Suétone raconte qu'un ingénieur obtint audience pour présenter à l'empereur une technique de transport à peu de frais des colonnes immenses. Vespasien acheta le devis mais ne s'en servit jamais. « Permits-moi de nourrir le pauvre peuple. » Le faible développement économique du monde jusqu'à la révolution industrielle de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle n'est pas seulement lié à la prétendue

stagnation scientifique ou aux blocages institutionnels et religieux, mais à la politique : le refus de la productivité et de la perte d'emplois joua un rôle. Il semblerait que Dioclétien, au tournant du II<sup>e</sup> et du III<sup>e</sup> siècle, tint le même raisonnement. Il prohiba l'utilisation d'une machine de levage de colonnes pour ne pas « priver le peuple de son pain ».

Dans un superbe livre publié en 2012<sup>1</sup>, Daron Acemoglu et James Robinson racontent comment William Lee, l'inventeur de la machine à tricoter des bas, fut éconduit en 1589 par la reine Elisabeth I<sup>re</sup>. Lee était parti à Londres demander un brevet à la reine, persuadé que celle-ci, enchantée de voir ses sujets épargnés d'un labeur répétitif et capables d'acheter à moindre coût les fameux bas, accèderait à son désir sans sourciller. C'était oublier la peur ancestrale de la fin du travail. La reine lui répondit qu'elle ne pouvait prendre le risque de voir ses sujets s'appauvrir et constituer des hordes de clochards. Les arguments d'Elisabeth avaient été nourris par la corporation des fabricants des bas qui s'émouvait, à juste titre, de la dévalorisation des savoirs artisanaux après la mise sur le marché de cette machine infernale. Ignorance des mécanismes économiques et sociaux ou lâcheté politique : quoi qu'il en soit, même la reine d'Angleterre eut la faiblesse de faire passer les intérêts corporatistes avant l'intérêt général.

Dans une excellente synthèse historique sur les briseurs de machines, Nicolas Chevassus-au-Louis rapporte qu'en Angleterre, pays à la pointe de l'innovation et à la population turbulente (ces deux aspects n'étaient pas indépendants), les attentats contre les machines

1. Daron Acemoglu et James Robinson, *Why Nations Fail: the Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, Random House Digital, Inc, 2012.

se sont succédé à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, à Londres en 1710 et en 1768, à Spitalfields en 1719, en 1736 et après 1760, à Nottingham en 1779 et en 1789<sup>1</sup>. En 1730, le métier à navette flottante de John Kay avait été la victime des casseurs comme, dans les années 1780, les métiers à tisser mécaniques d'Edmund Cartwright. Chevassus-au-Louis raconte également que les inventeurs Richard Arkwright et James Hargreaves déménageaient régulièrement leurs ateliers pour les protéger des destructions.

La peur des machines et les violences du XVIII<sup>e</sup> siècle trouvèrent une justification intellectuelle dans les écrits de l'historien et économiste suisse Sismondi. Celui-ci publia en 1803 le traité *De la richesse commerciale ou Principes d'économie politique appliquée à la législation du commerce* qui le fit connaître, bien que l'ouvrage soit jugé par Élie Halévy « dépourvu d'originalité, simple vulgarisation des idées d'Adam Smith<sup>2</sup> ». Sismondi apprit les dysfonctionnements du capitalisme, non dans les livres, mais en voyageant en Angleterre. C'est là qu'il découvrit que l'optimisme des économistes, d'Adam Smith et de Jean-Baptiste Say en particulier, trouvait peu d'écho dans la réalité, celle de la pauvreté d'un côté, des greniers bourrés de blé et des magasins garnis de coton de l'autre. Say avait développé en 1803 sa loi des débouchés selon laquelle toute offre nouvelle devrait devenir un revenu et donc une demande du même ordre, ce qui rendait impossibles les crises de surproduction. Sismondi tenta de résoudre ce qui, selon sa perception des faits, était incohérent chez Say. Il livra

1. Cf. Nicolas Chevassus-au-Louis, *Les Briseurs de machines de Ned Ludd à José Bové*, Éditions du Seuil, 2006.

2. Élie Halévy, *Histoire du socialisme européen*, Gallimard, 1974.

sa pensée en 1819 dans les *Nouveaux Principes d'économie politique ou la richesse dans ses rapports avec la population*. Pour Sismondi, la machine et le progrès technique sont au cœur des malheurs de la société. Premièrement, l'entrepreneur qui utilise initialement une invention est capable de baisser ses prix, d'attirer la clientèle de ses concurrents et de devenir dominant sur son marché. Pour l'historien, le progrès technologique aboutit donc à la concentration des entreprises et des fortunes. Deuxièmement, cette concentration porte en elle les germes de la crise économique. En effet, l'inégalité de fortunes ainsi créée diminue le pouvoir d'achat relatif des ouvriers qui ne disposent plus des revenus susceptibles de leur faire consommer la production de leurs propres usines. Les patrons, quant à eux, disposent déjà des produits de première nécessité. Leur demande concerne surtout les biens de luxe qui ne sont pas fabriqués par la grande masse des ouvriers. En d'autres termes, la technologie augmente la production de masse mais pas la consommation de masse, d'où la crise de surproduction. Troisièmement, les entreprises n'ont d'autre choix que d'écouler leur production à l'étranger. Mais ces exportations trouvent nécessairement une limite. Sismondi conclut d'une question fulgurante : qu'arriverait-il si toute l'industrie pouvait être alimentée par une machine dont le roi d'Angleterre tournerait seul la manivelle ?

Depuis Sismondi, cette crainte ne s'est pas avérée bien que certains pensent encore que Google ou Facebook pourraient produire à l'horizon de quelques années tout ce dont nous avons besoin. C'est oublier que les entreprises ne peuvent pas s'étendre comme des taches d'huile, car, comme l'a montré Oliver Williamson, prix Nobel d'économie en 2009, même les entreprises les

plus performantes finissent par être entravées par leur propre organisation et leur bureaucratie. Le cauchemar du monopole absolu ne sera jamais réalité. Mais Sismondi reste un grand auteur. Il montre par quel mécanisme complexe la technologie peut, au moins en théorie, conduire à des crises globales.

Le XIX<sup>e</sup> fut le siècle de la révolution industrielle et de gains de productivité jusqu'alors inconnus dans l'histoire de l'humanité. Jamais l'Occident n'avait connu une telle transformation. Comment s'étonner que ce siècle fût celui des grands économistes, libéraux et socialistes, optimistes et pessimistes, et celui des violences liées à la destruction créatrice ? Deux révoltes sont passées à la postérité : celle des luddites au Royaume-Uni et celle des canuts en France<sup>1</sup>. À partir de l'hiver 1811, les bris de machines se multiplient dans les Midlands, dans un climat économique orageux en raison des mauvaises récoltes et du blocus napoléonien. La presse de l'époque décrit une ambiance insurrectionnelle. Les casseurs agissent la nuit : de petits groupes s'arment de masses, des sentinelles veillent et communiquent par code. Les dépravations sont précédées de l'envoi d'une lettre menace signée de Ned Ludd, résident de la forêt de Sherwood (celle de Robin des Bois). Cette mise en scène permet aux casseurs de se parer de vertu, Ned Ludd n'ayant sans doute jamais existé. Mais la menace ne reste jamais lettre morte. Le mouvement luddite prend de l'ampleur et recueille une ample sympathie populaire dans les campagnes. Des usines sont détruites et des industriels exécutés. Fin janvier, plus de mille machines ont été démolies et le

1. Il semblerait que le terme « saboter » vienne des jets de sabots des ouvriers pour abîmer les machines.

mouvement s'étend au Leicestershire, au Derbyshire et au Yorkshire. Rapidement, il n'est plus question pour les autorités de laisser l'obscurantisme mettre à bas la révolution industrielle. Le gouvernement britannique mobilise des moyens amples et dissuasifs : 12 000 soldats parcourent les campagnes affectées par le désordre et la justice multiplie les déportations et les pendaisons. Les attentats prennent fin en 1812. La violence luddite n'est pas excusable, mais elle est explicable : le chômage technologique, fût-il transitoire, aggrave une situation économique et sociale dégradée par les guerres et les mauvaises récoltes. Comme souvent dans l'histoire, pour le meilleur et pour le pire, l'Angleterre aura été en avance sur la France où allait éclore la révolte des canuts lyonnais, les artisans tisserands de la soie.

Le chant des canuts procède d'une longue histoire. Notamment interprété par Yves Montand, il a été écrit en 1894 par Aristide Bruant qui s'était lui-même inspiré du poème de Heinrich Heine, *Les Tisserands de Silésie* :

... C'est nous les canuts,  
Nous allons tout nus.

Mais notre règne arrivera  
Quand votre règne finira.  
Nous tisserons  
Le linceul du vieux monde  
Car on entend déjà  
La révolte qui gronde.

C'est nous les canuts,  
Nous n'irons plus nus...

Flexibilité et formation sont les conditions du progrès.....	73
Le métier de l'homme : coopérer avec l'intelligence artificielle pour construire le monde .....	76
Le siècle du <i>care</i> .....	84
Les hôtels où je dors.....	88
Ferais-je l'amour avec un robot ? .....	90
Tous les artistes sont des humains.....	93
Concilier l'intelligence artificielle forte et le progressisme.....	97
Taxer les robots .....	108
Le chagrin des classes moyennes.....	114
Monopolis.....	123
La justice sociale pendant la destruction créatrice.....	131
<b>3. Le travail, sauveur de la civilisation .....</b>	<b>135</b>
L'esclave n'est pas celui qu'on croit .....	135
L'esclavagisme appauvrissant .....	140
Le travail, héritage de la chrétienté et berceau de l'Occident.....	145
Ce que la France a perdu avec les protestants..	153
La tristesse de ne pas travailler.....	158
<b>4. La nouvelle société du travail.....</b>	<b>163</b>
Contre le revenu universel .....	163
L'incitation au travail .....	169
La Constitution française bafouée .....	173
Le nouveau salariat.....	178

<i>Table</i>	207
La fin de l'aliénation.....	186
Pour l'autonomie des travailleurs .....	192
Le sens .....	194
<b>Conclusion .....</b>	<b>199</b>